

Améliorer l'échange multilatéral d'information

Tout au long de 2020, les signataires de l'Appel de Paris pour le principe « Défendre les processus électoraux », qui est codirigé par l'Alliance for Securing Democracy (ASD), le gouvernement du Canada et Microsoft dans le cadre de l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace, ont organisé une série d'ateliers multipartites qui portaient tous sur un sujet essentiel lié à la prévention de l'ingérence dans le processus électoral. Voici un premier aperçu des principales observations dégagées par les intervenants au cours de ces ateliers. Une vue d'ensemble plus détaillée des pratiques exemplaires qui en sont ressorties paraîtra au début de 2021.

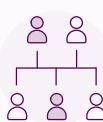
Un échange d'information efficace est essentiel pour contrer avec succès l'ingérence électorale. Voici quelques-unes des pratiques exemplaires que nous avons entendues de la part des parties prenantes au sein du gouvernement, de l'industrie et de la société civile.

Évaluer de manière réfléchie les défis liés à l'échange d'information



- Considérer que toutes les parties du cycle électoral sont vulnérables à l'ingérence.
- Mais déterminer les vulnérabilités et se concentrer sur les points faibles potentiels.
- Reconnaître que les effets d'activités distinctes peuvent cumulativement équivaloir à une ingérence.
- Utiliser un langage commun pour discuter des menaces et des réponses afin de s'assurer que les messages sont clairs.
- Reconnaître que les menaces et les réponses évoluent.

Établir et exploiter des relations multilatérales



- Déterminer les points de contact dans le gouvernement, la société civile et l'industrie. Garder les lignes de communication simples.
- Énoncer clairement les objectifs d'échange d'information, notamment qui doit échanger quel type d'information.
- Organiser des exercices conjoints de planification de scénario et de réaction rapide.
- Dans la mesure du possible, les secteurs public et privé doivent s'efforcer de coordonner les changements de politique.
- Coopérer et mettre en commun les pratiques exemplaires avec les régions du monde entier.

Favoriser la coordination intragouvernementale



- Mettre en place une coordination à long terme entre les organismes, notamment grâce au soutien de hauts fonctionnaires.
- Faire participer les partis politiques de tout l'éventail politique.
- Créer un groupe d'experts non partisan chargé de recueillir et d'évaluer les rapports d'ingérence électorale et d'en informer le public.

Communiquer efficacement



- Communiquer dans un langage simple, mais précis.
- Améliorer et faire connaître les méthodes permettant de relever l'ingérence électorale.
- Communiquer avec les citoyens sur les outils qu'ils doivent utiliser pour lutter contre la désinformation.
- Aviser les parties non seulement des effractions, mais aussi des tentatives d'effraction.
- Centrer les conversations autour des victimes d'ingérence.